



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 2 – 26 janvier 2022

Sommaire

Actualité économique:

- Environnement macro-économique : PIB / inflation / climat des affaires / entreprises / chaînes de valeur
- Politique budgétaire : déficit budgétaire
- Politiques sociales : chômage partiel / femmes dirigeantes / démographie

Actualité financière :

- Régulation financière : Bâle III / stress-tests des assureurs
- Banques et assurances : JP Morgan / Commerzbank / catastrophes naturelles

LE CHIFFRE À RETENIR

3,1%

Inflation en Allemagne en 2021
selon Destatis

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Selon [Destatis](#), le PIB allemand a crû de 2,7 % en 2021, après un recul de 4,6 % en 2020. L'économie allemande se serait partiellement rétablie en 2021, malgré la situation pandémique persistante et d'importantes difficultés d'approvisionnement. Le PIB reste de 2 % en dessous de son niveau de 2019. Destatis note que la valeur ajoutée brute (+2,9 %), les investissements en équipements (+3,2 %) et la consommation des ménages (inchangée) n'ont pas rattrapé leurs niveaux d'avant-crise.

[Destatis](#) chiffre l'inflation (variation de l'indice des prix à la consommation) à 3,1 % sur l'ensemble de l'année 2021 (0,5 % en 2020), soit la valeur la plus élevée depuis 1993. Les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, des effets de base et la nouvelle taxation du CO2 au 1^{er} janvier 2021

sont les facteurs inflationnistes principaux. La plus forte hausse annuelle des prix est observée pour l'énergie (+10,4 %).

Selon une analyse de l'[IMK](#), l'inflation actuelle touche de manière très hétérogène les différents types de ménages, en fonction des sources d'énergie et moyens de transport utilisés. L'inflation réelle pour un ménage varie entre 4,4 % et 5,5 % en décembre 2021 selon le type d'énergie utilisée et entre 2,6 % et 3,3 % sur l'ensemble de l'année.

Après plusieurs baisses en fin d'année 2021, l'indice [ifo](#) du climat des affaires se rétablit légèrement en janvier à 95,7 points (+0,9 point). Un regain d'optimisme sur l'évolution à court terme est noté dans tous les secteurs. La situation reste morose dans les services et le commerce et s'améliore dans les secteurs manufacturier et de la construction.

Selon un sondage de l'[ifo](#) effectué en décembre 2021, 44,6 % des **entreprises** interrogées annoncent vouloir augmenter leurs prix sur les trois prochains mois (44,9 % en novembre). L'institut s'attend à une répercussion significative sur les prix à la consommation et table sur un retour de l'inflation autour de 2 % en fin d'année.

Selon une étude de l'[ifo](#), un rapatriement des **chaînes de valeur** des entreprises réduirait de 10 % le PIB de l'Allemagne. L'institut souligne l'importance de l'internationalisation de la production pour l'économie allemande : 20 % des exportations allemandes dépendent de biens intermédiaires issus de l'étranger.

Politique budgétaire

Selon [Destatis](#), le **déficit budgétaire** de l'Etat (Bund, Länder, communes, sécurité sociale) a atteint 153,9 Md€ (4,3 % du PIB) en 2021, après 145,2 Md€ (4,3 % du PIB) en 2020. Il s'agit du déficit le plus élevé depuis 1995. Le Bund a très majoritairement pris en charge le coût de la pandémie : son déficit atteint 155,3 Md€, contre 1,6 Md€ pour les Länder et 0,1 Md€ pour la sécurité sociale qui ont reçu d'importants transferts du Bund. L'excédent des communes a été divisé par deux par rapport à 2020 et totalise 3,1 Md€.

Politiques sociales

Selon l'[ifo](#), le nombre de personnes placées en chômage partiel a sensiblement progressé en décembre (à 879 000 après 712 000 en novembre), notamment dans la restauration-hôtellerie (+75 000 ; à 126 000) et le commerce de détail (+30 000 ; à 53 000). 2,6 % des salariés étaient en chômage partiel en décembre (après 2,1 % en novembre), cette part atteignant 5,6 % dans l'industrie et 17,6 % dans le secteur automobile (166 000 salariés) en raison des difficultés d'approvisionnement.

Selon une étude de l'[IAB](#), la part des femmes dirigeantes a légèrement progressé depuis 2018 : 27 % en 2020 dans les entreprises du secteur marchand (26 % en 2018) et 37 % dans le secteur public (36 % en 2018). Selon le « baromètre des femmes managers » publié par le [DIW](#), le nombre de femmes aux postes de direction dans les 200 plus grandes entreprises (en termes de chiffres

d'affaires) du secteur marchand a fortement augmenté au 4^e trimestre 2021 (+ 38 % sur un an), la part des femmes dans les directoires atteignant ainsi 15 % (contre 12 % un an plus tôt). Les entreprises anticipent l'entrée en vigueur en août 2022 de la loi introduisant l'obligation d'une représentation minimale (au moins une femme) au sein des directoires de quatre membres ou plus.

Selon une première estimation de [Destatis](#), la population stagnerait à 83,2 M fin 2021 au niveau de fin 2020 et fin 2019. En 2021, le solde naturel négatif (1,02 M de décès par rapport à 775 000/795 000 naissances) pourrait avoir été compensé par un solde migratoire positif (entre 270 000 et 320 000 personnes).

ACTUALITE FINANCIERE

Régulation financière

La [Bundesbank](#), en tant que superviseur bancaire, réitère son analyse rassurante sur les effets de l'introduction des nouvelles règles de **Bâle III**. Elle estime en effet que, même pour les entreprises ne disposant pas de notation, le coût supplémentaire du crédit (à partir de l'entrée en vigueur de la règle, en 2033) ne dépassera pas 0,25 point de pourcentage.

La [BaFin](#) regrette que seules 24 % des compagnies d'assurance aient réalisé en 2021 un **stress-test sur les risques liés au climat** dans le cadre de leur processus interne d'évaluation des risques et de la solvabilité (**ORSA**), alors qu'elles reconnaissent à une très forte majorité (98 %) les risques liés au non-respect des critères de durabilité.

Banques et assurances

La banque américaine JP Morgan a regroupé ses trois sociétés anonymes de l'UE, situées en Allemagne, en Irlande et au Luxembourg, en une société européenne (**JP Morgan SE**) ayant Francfort/Main pour siège. La nouvelle entité, filiale de la banque américaine, devrait avoir une taille de bilan proche de celle de Commerzbank (507 Md€ fin 2020), ce qui la situerait au 4^e rang des banques siégeant en Allemagne, derrière Deutsche Bank, DZ Bank et Commerzbank. La

banque, dont le bilan en Allemagne et au Luxembourg avait nettement augmenté suite notamment au Brexit, mise sur une croissance basée sur le négoce de titres, les opérations de paiement et les crédits au Mittelstand.

Commerzbank a provisionné, au 4^e trimestre 2021, 436 M€ pour les risques juridiques afférents à des prêts en francs suisses de sa filiale polonaise **MBank**. Le portefeuille de prêts en francs suisses de 2,4 Md€ est désormais couvert à 40 % avec un provisionnement total de 900 M€. MBank consacre une partie de ces provisions au règlement à l'amiable du différend qui l'oppose à 10 000 plaignants.

Les neuf groupes d'assurance « publics » (détenus par les caisses d'épargne), qui représentent 10,6 %

du marché toutes branches confondues, ont mis en place un fonds commun d'une capacité de 500 M€ pour faire face à d'éventuelles nouvelles **catastrophes naturelles**. Il complétera la garantie de la réassurance conventionnelle. Un des membres, Provinzial, a été avec 1,5 Md€ l'assureur le plus fortement touché par les inondations de juillet dernier en Rhénanie du Nord – Westphalie.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin
Directeur de la publication : Claire Thirriot-Kwant
Revu par : François Gautier
Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert
Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©JFL Photography